

**Lettre de l'honorable J. L. HAMMOND, gouverneur
de la Caroline du Sud, du 29 juin 1844,**

**Aurévérènd Thomas Brown, modérateur de
l'Église libre de Glasgow (1).**

MONSIEUR,

Je viens de recevoir le mémoire de l'église libre de Glasgow.

Vous y dénoncez l'esclavage dans les termes les plus sévères; comme violant la loi divine et les principes sacrés de la famille.

Vous vous dites et vous êtes chrétiens; vous croyez donc que les lois de l'Ancien et du Nouveau Testament sur les droits et les devoirs de l'homme, sont l'œuvre de Dieu.

Mais ne voyez-vous pas que vos anathèmes contre

(1) Cette lettre a été écrite à l'occasion d'un nommé John Brown, de Fairfield, condamné pour avoir facilité l'évasion d'un esclave.

Sa condamnation mit en mouvement tous les philanthropes des trois royaumes, et provoqua une multitude de pétitions, de mémoires, d'adresses en faveur de John Brown, et contre l'institution de l'esclavage.

Le gouverneur Hammond défend cette institution avec une grande énergie; quant à la grâce, il l'avait accordée spontanément, plusieurs mois avant d'avoir reçu les pétitions de la philanthropique Angleterre.

l'esclavage, sont une dénégation impie de l'Ancien Testament qui consacre et règle l'esclavage; du Nouveau Testament qui ne l'abolit pas, qui ne le blâme même pas?

Vous répudiez la révélation, vous incriminez Moïse et le Christ!

Est-il vrai que l'esclavage, tel qu'il est constitué parmi nous, soit contraire aux principes de la famille?

Les maris et les femmes, les parents et les enfants ne sont séparés les uns des autres que quand il y a eu condamnation pour crimes.

N'en est-il pas ainsi chez vous, et dans tous les pays du monde?

Votre église et les abolitionnistes dénoncent l'esclavage. Mais savez-vous ce qu'est l'esclavage des temps modernes? ne le confondez-vous pas avec l'esclavage des temps antiques?

Les chaînes des noirs, les supplices, les tortures n'existent que dans votre imagination. Vous pleurez sur des malheurs chimériques.

Je connais des maux plus réels. Ils sont constatés par des documents que vous ne désavouerez pas; par les rapports de vos comités parlementaires.

Ils sont attestés par tous ceux qui ont visité les trois royaumes.... J'entends parler de la misère profonde, des maladies dégoûtantes d'une multitude d'ouvriers affamés, non-seulement en Irlande, non-

seulement en Angleterre, mais en Écosse, mais à Glasgow.

Et cependant, avons-nous jamais songé, de ce côté de l'Atlantique, à intervenir dans les affaires intérieures de votre pays ? Avons-nous provoqué la réforme de votre organisation sociale et municipale ?

D'une organisation qui produit l'extrême richesse et l'extrême pauvreté, qui donne naissance à tant de crimes, et nécessite des pénalités barbares ?

Vos documents officiels nous apprennent que vos cultivateurs les plus favorisés, se procurent difficilement sept livres de pain et quatre onces de viande par semaine ; malades ou sans emploi, ils vivent de charité, ou meurent de faim.

Chez nous, au contraire, ceux que vous appelez nos esclaves, reçoivent par semaine, quinze livres de pain et trois livres de viande ; nos esclaves sont convenablement habillés, ont des habitations confortables, des jardins, une basse-cour, et peuvent réaliser le vœu du grand roi de France, Henri, qui aurait voulu que chacun de ses sujets eût la poule au pot... le dimanche.

Nos esclaves, en vendant les produits de leurs récoltes, se procurent des superfluités, des objets de luxe... et ils ne travaillent en moyenne que neuf heures par jour ! Dans leur enfance, dans leur vieillesse, dans leurs maladies, ils reçoivent de nous les soins les plus tendres, des soins paternels...

Quand nous comparons le sort de nos esclaves

avec le sort de vos cultivateurs, et surtout de vos ouvriers plus malheureux encore, nous ne pouvons préférer votre état social au nôtre. Nous ne redoutons pas le parallèle et nous sommes prêts à accepter la sentence de tout juge impartial et désintéressé.

Vous faites peu de cas, je le sais, du bonheur matériel de l'esclave... parce qu'il n'a pas la liberté.

Voudriez-vous me dire ce que c'est que la *liberté* ? quelle est la créature humaine qui en jouit pleinement, et quelle est la dose nécessaire pour le bonheur de l'homme ?

L'ouvrier anglais, dans l'état de misère et d'abjection où il est, l'ouvrier anglais privé de tous droits politiques, impuissant à améliorer son sort et le sort de sa famille, l'ouvrier anglais qui convoite les quatre murs d'une prison, comme asile, qui aspire à la déportation ; est-il libre ? suffisamment libre ?

Appelez-vous liberté, la liberté de mendier ou de voler ? la liberté d'aller en prison ou de mourir de faim ?

L'ouvrier anglais est-il plus libre que notre esclave ?

N'est-il pas l'esclave de vos lois, de votre organisation sociale, de la nécessité ?

Vous et votre église, vous désirez sans doute le bonheur du genre humain ; ne sacrifiez pas au nom et aux apparences, la chose et la réalité.

Si votre but est louable, que vos moyens soient

honnêtes et pacifiques; n'oubliez pas que l'émancipation des noirs ne pourrait s'effectuer chez nous que par une révolution sanglante !...

Souvenez-vous des massacres de Saint-Domingue !

Jetez les yeux sur l'Afrique; les noirs y croupissent dans la paresse; ils se détruisent les uns les autres; ils sont idolâtres, barbares, cannibales.

Voyez nos trois millions de noirs aux États-Unis, nous les avons civilisés, leur travail nous est nécessaire, mais il leur est profitable; leur état matériel, de votre aveu même, est satisfaisant; ils connaissent, quoique vous en disiez, les joies de famille, et nous leur enseignons les vérités de la religion chrétienne.

En présence de ce double tableau, pouvez-vous, consciencieusement, représenter l'esclavage comme une calamité pour la race de Cham !

Veillez, monsieur, etc.

**Extrait d'un discours prononcé par M. CLAY,
dans le Sénat des États-Unis d'Amérique.**

Séance du 7 février 1839.

Il est une classe d'abolitionistes qui ont résolu de persévérer dans leurs desseins, à tous risques et sans s'inquiéter des conséquences, quelque calamiteuses qu'elles puissent être. Avec ceux-là, le droit de propriété n'est rien; le manque de pouvoir du gouvernement central n'est rien; les droits reconnus et incontestés des États ne sont rien; la guerre civile, une dissolution de l'Union, le renversement d'un gouvernement sur lequel se concentrent les plus douces espérances du monde civilisé, tout cela n'est rien. Une idée fixe s'est emparée de leur esprit; ils la poussent en avant, et sautent par dessus toutes les barrières, sans aucun souci des conséquences, sans même s'en occuper.

Pour cette classe d'abolitionistes, l'immédiate abolition de l'esclavage dans le district de Colombie et dans le territoire des Florides; la prohibition du déplacement des esclaves, pour les faire passer d'un État à un autre; le refus d'admettre dans l'Union aucun nouvel État, ayant dans son sein l'institution de l'esclavage domestique, ne sont que des moyens qui doivent leur faire atteindre le but ultérieur et dangereux vers lequel ils marchent avec audace et à découvert; ce sont seulement de nombreuses et courtes stations dans la route longue et sanglante qui les conduira au bout de la lice éloignée à laquelle

ils veulent arriver en définitive. Leur but, c'est l'abolition, l'abolition universelle; pacifiquement, s'ils peuvent; par la violence, s'il faut. Leurs projets ne sont plus cachés derrière aucun voile, même le plus fin; ils les avouent, ils les proclament. Dépourvus tout-à-fait de pouvoirs constitutionnels ou de tout autre pouvoir régulier; vivant dans des communautés complètement distinctes, aussi étrangères aux communautés où se trouve cette sujétion, contre laquelle ils s'agitent, que s'ils vivaient en Afrique ou en Asie, ils proclament cependant au monde entier que leur projet est d'émanciper tout de suite, sans indemnité et sans préparation morale, trois millions d'esclaves-nègres, placés sous des juridictions entièrement différentes de celles auxquelles ils obéissent.

J'ai dit que l'abolition immédiate de l'esclavage dans le district de Colombie et dans le territoire de la Floride, et que l'exclusion de nouveaux États à esclaves n'étaient que des moyens pour atteindre un but beaucoup plus important. Malheureusement ce ne sont pas les seuls qu'on emploie. Un autre moyen et celui-là est beaucoup plus déplorable, c'est celui que cette classe d'abolitionistes cherche à mettre en usage et qui consiste à soulever une portion de l'Union contre l'autre. Pour arriver à cette fin, dans toute leur publications, dans tous leurs imprimés, les prétendues horreurs de l'esclavage sont peintes sous les couleurs les plus vives, et les plus exagérées en même temps; on veut irriter les esprits et exciter la colère du peuple des États libres contre le peuple qui vit dans les États à esclaves. Un proprié-

taire d'esclaves est représenté, et il est regardé comme la plus atroce des créatures humaines. Les avis concernant les esclaves fugitifs ou bien les esclaves à vendre sont copiés et ramassés avec soin; on les publie et on les commente, afin de répandre l'esprit de haine et d'exécration sur la plus grande section de l'Union.

Toutes ces choses de la part des ultra-abolitionistes ne sont que des batteries masquées, cachant leur véritable point d'attaque. Ce point d'attaque n'est autre que l'institution de l'esclavage tel qu'il existe dans ces États; c'est l'intention d'affranchir trois millions d'esclaves tenus en servitude dans l'intérieur de ces États. Permettez-moi donc, monsieur, de jeter un coup d'œil sur les insurmontables obstacles qui se rencontrent dans la voie à parcourir pour atteindre ce but, et sur quelques-unes des conséquences du succès, s'il était possible de réussir.

Le premier obstacle est le manque absolu de pouvoir à cet effet de la part du gouvernement général. La constitution des États-Unis a créé un gouvernement limité, ayant comparativement peu de pouvoirs politiques, et en a laissé, en la possession des divers États, une masse beaucoup plus considérable. On sait que l'esclavage a été l'une des plus grandes difficultés qu'ait rencontrées l'établissement de la constitution. Cette difficulté a été heureusement vaincue par des concessions réciproques; elle a été résolue dans un esprit de patriotisme et de bonne harmonie. D'après le compromis qui fut consenti, aucun pouvoir ne fut donné au congrès en ce qui

concerne l'esclavage, excepté celui de la taxation et celui de restituer aux maîtres les esclaves fugitifs. Tout ce qui, après cela, peut avoir rapport à l'esclavage a été exclusivement réservé aux États : ils exercent leurs droits suivant leur manière particulière d'envisager leurs intérêts. Jamais la constitution des États-Unis n'eût été votée, si l'on avait dû investir le gouvernement du droit d'abolir l'esclavage, suivant son bon plaisir, et cette constitution n'existerait pas vingt-quatre heures, si le congrès prenait sur lui d'usurper et d'exercer ce droit.

Le second obstacle que rencontre l'abolition de l'esclavage, c'est le fait lui-même de l'existence de trois millions de nègres esclaves dans les États à esclaves. Dispersés sur toute la surface de ces États, ils sont une partie intégrante de la population. Ils ont été originairement introduits dans le pays avec l'autorisation de la métropole, à l'époque où nous étions des colonies, et même on a persisté à en importer, malgré les observations de nos ancêtres.

Dans un État à esclaves, l'alternative est celle-ci : il faut que l'homme blanc gouverne l'homme noir, ou bien le noir gouvernera le blanc. Le nombre des esclaves, dans beaucoup d'États, est plus considérable que celui de la population blanche. Une abolition immédiate de l'esclavage, comme le demandent les ultra-abolitionistes, serait, dans ces États, le signal d'une lutte désespérée pour la prépondérance immédiate de la race noire sur la race blanche, ou plutôt elle serait suivie de collisions de chaque jour entre les deux races, collisions qui seraient l'origine d'une

guerre civile, dont l'issue serait la domination d'une race sur l'autre. Qui peut hésiter dans une pareille alternative? Ne vaut-il pas mieux pour les deux parties que l'état de choses actuel continue d'exister, que de les exposer à des querelles et à des contestations comme celles qui seraient la conséquence d'une abolition immédiate de l'esclavage? C'est là notre terrain, celui sur lequel nous devons nous tenir pour demander que l'esclavage continue d'exister; c'est celui sur lequel se sont tenus nos ancêtres, ceux-là qui ont fait notre révolution. C'est ainsi seulement que, dans mon opinion, nous serons justifiés aux yeux de toute la chétienté.

On demande fréquemment : Que deviendra la race noire parmi nous? Les nègres doivent-ils toujours rester en esclavage? Voilà plus d'un demi-siècle que l'on pose cette question; on y a répondu par cinquante ans d'une prospérité qui n'a été que très-rarement interrompue par des causes dépendantes de l'esclavage. On fera cette demande encore pendant cinquante ou cent autres années. La vraie réponse à y faire, c'est que la même Providence, qui jusqu'à présent nous a guidés, nous a gouvernés, et qui a éloigné tous les maux et les dangers sérieux qui résultent des relations actuelles entre les deux races, guidera et gouvernera encore notre postérité. Chaque jour suffit à son mal et à sa peine. Jusqu'à présent, avec l'aide de Dieu, nous avons pris soin de nous-mêmes; notre postérité ne trouvera-t-elle pas aussi les moyens de se préserver et de prospérer?

Mon habitude n'est pas de parler légèrement de

la possibilité d'une rupture de notre heureuse Union. Le Sénat sait que j'ai toujours blâmé et déploré les allusions que l'on cherche, en des occasions ordinaires, à faire à ce cruel événement. Le public n'ignore pas que, s'il y a quelque chose dans ma carrière politique dont il garde le souvenir, c'est la vérité et la sincérité de mon ardent dévouement au maintien perpétuel de l'Union. Mais ce serait manquer à notre allégeance envers elle, si nous ne savions pas distinguer entre les dangers réels ou imaginaires qui peuvent la menacer. L'abolition de l'esclavage ne peut plus être considérée comme un danger imaginaire. Car supposons que les abolitionnistes réussissent dans leur but actuel, celui d'unir comme un seul homme les habitants de tous les États libres contre les habitants des États esclaves, l'union d'un côté engendrera l'union de l'autre; et le fait seul de ces coalitions fera naître les préjugés les plus violents, les animosités les plus implacables, et les passions les plus envenimées qui puissent dégrader et souiller la nature humaine. Une dissolution virtuelle de l'Union aura déjà eu lieu, lorsqu'elle existera encore dans la forme. L'élément le plus puissant de notre Union, la bienveillance mutuelle, les sentiments de sympathie, les liens fraternels qui nous unissent, en ce moment, seront éteints à jamais. Une section de l'Union sera toujours en hostilité avec l'autre. La collision des opinions sera bientôt suivie du choc des armes. (*)

Je n'essaierai pas de vous peindre des scènes qui en ce moment sont fort heureusement cachées à nos

(*) Así fue 20 años después.

t.h.e.l.

yeux. Les abolitionnistes eux-mêmes reculeraient de désespoir et d'horreur, s'ils voyaient des champs ravagés, des cités embrasées, des habitants massacrés, et s'ils assistaient au renversement de la plus belle conception du gouvernement humain qui jamais ait été imaginée pour donner de flatteuses espérances à l'homme civilisé. Que les abolitionnistes ne se flattent pas, s'ils arrivent à unir les habitants des États libres, qu'ils se présenteraient au combat avec une supériorité numérique qui doit leur assurer la victoire. L'histoire est là d'accord avec l'expérience pour dire tout ce qu'il y a de hasard et d'incertitude dans la guerre. Les saintes Écritures nous apprennent que le prix de la course n'est pas toujours au plus léger, que la bataille n'est pas toujours gagnée par le plus fort. D'ailleurs, s'ils avaient la victoire, sur qui l'auraient-ils remportée? Est-ce sur un ennemi étranger qui a insulté notre pavillon, envahi nos rivages, et mis notre pays à feu et à sang? Non. Ce serait une victoire sans lauriers, sans gloire, — une victoire sur soi-même, — un suicide, — une victoire de frères sur des frères, — gagnée par une portion de descendants des mêmes ancêtres sur une autre portion de ces ancêtres qui, risquant noblement leur vie, leur fortune, et leur honneur le plus sacré, ont combattu et versé leur sang, côte à côte, dans plus d'une bataille acharnée sur la terre et sur l'Océan, ont affranchi notre pays de la couronne britannique, et établi son indépendance et sa nationalité.

Je ne suis pas ami de l'esclavage. Celui qui voit

(*) "War is Hell", Sherman dijo 20 años después.
t.h.e.l.

11.02.11
 dans le fond des cœurs sait que toutes les pulsations du mien battent haut et fort en faveur de la liberté civile : partout où elle offre des garanties, partout où elle est praticable, je désire voir toute la famille humaine en jouir. Mais j'aime mieux la liberté de mon pays que celle d'aucun autre peuple. La liberté des descendants des Africains est incompatible aux États-Unis avec la sécurité et la liberté des descendants des Européens. Là, l'esclavage forme une exception à la liberté générale. Cette exception résulte d'une sévère et inexorable nécessité. Ce n'est pas nous qui avons créé cette nécessité; nous ne devons pas en être responsables. Aux États-Unis, la liberté générale ne peut s'établir qu'en violant les droits incontestables des États à esclaves, qu'en renversant l'Union. Et sous les ruines de l'Union, disparaîtrait, tôt ou tard, la liberté des deux races (1).

(1) La dissolution de l'Union, telle est, nous l'avons dit, le but que l'Angleterre poursuit par sa diplomatie, par ses sociétés et ses journaux, par ses conventions où siègent, dans Exeter-Hall, quelques missionnaires américains, que le fanatisme rend aveugles et traîtres à leur pays.

Le parti abolitioniste, ou parti anglais, est peu nombreux et sans influence aux États-Unis d'Amérique.

Il est répudié par les deux grands partis politiques qui divisent l'Union, le parti whig et le parti démocratique.

Le parti abolitioniste a voulu essayer ses forces dans les dernières élections présidentielles.

Sur près de 3 millions de votes, il n'a pu en donner que 50 et quelques mille (environ un soixantième) à son candidat, M. Birney.

Dans les rangs anti-abolitionistes se trouvent, avec la nation américaine, M. Polk, le président élu par le parti démocratique, et son compétiteur, le chef du parti whig, M. Clay.



